

# LA FORMATION PROFESSIONNELLE DANS L'IMPASSE : PROPOSITION DE SOLUTIONS

*Concernant la formation professionnelle, il y a consensus sur un point : le système actuel de la formation professionnelle ne permet pas de former un nombre suffisant d'apprentis. Il en résulte que l'artisanat manque de main-d'œuvre qualifiée et, même si le problème est connu depuis longtemps, la situation se dégrade d'année en année.*

Face à ce constat, l'artisanat et les décideurs politiques doivent se positionner. Sur quelles bases construire la formation professionnelle initiale pour adresser les défis des années à venir en termes de besoin en main d'œuvre qualifiée et en termes de perspectives professionnelles pour les jeunes résidents. Est-ce qu'on confirme le modèle « Handwiera » avec sa formation en alternance, le rôle de l'entreprise en tant que formateur, le triptyque DAP, Maîtrise et Indépendance ou est-ce que le milieu scolaire prendra la mainmise complète sur le système et portera la responsabilité de concevoir et de mettre en œuvre des formations et des diplômés menant à l'exercice de métiers dans nos entreprises ?

Deux questions se posent auxquelles il faut trouver des réponses. Premièrement : Pourquoi est-ce que les apprentis n'arrivent pas à terminer leurs parcours et finissent par abandonner leur apprentissage en cours de route ? Deuxièmement : Pourquoi n'y a-t-il pas plus de candidats motivés qui entament le parcours de l'apprentissage ?

Pour le premier point, le constat n'est pas uniforme sur toute la largeur des apprentissages proposés, mais il peut se résumer comme suit : le niveau de compétence demandé dans les différentes matières est souvent trop élevé pour les candidats orientés vers l'apprentissage. Une solution à ce problème pourrait être un nivellement par le bas des compétences à atteindre, imitant ainsi la stratégie appliquée dans d'autres systèmes scolaires pour combattre l'échec scolaire. En effet, il en découlerait un nombre croissant de candidats admis.

Mais une telle approche ne fonctionne pas dans la formation professionnelle puisque celle-ci est dédiée à l'apprentissage d'un métier qu'il faut savoir exercer et dans lequel la confrontation journalière avec les clients ne laisse que peu de place à l'erreur. Les patrons des entreprises formatrices qui œuvrent dans les groupes curriculaires connaissent les compétences nécessaires à l'exercice du métier et sont donc les garants de la qualité de l'apprentissage. Toutefois, ils doivent trop souvent s'opposer à une vue beaucoup trop scolaire de l'apprentissage de la part des représentants de l'enseignement. Le

résultat est que la formation en alternance, en partie à l'école et en partie dans l'entreprise, est érodée. On pourrait même soupçonner que le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENEJ) ait une préférence pour la formation à plein temps scolaire et qu'il soit en train de décourager délibérément le milieu professionnel afin de l'avoir à l'usure et d'arriver ainsi à ses fins.

De plus, l'approche générale de garder les jeunes aussi longtemps que possible dans les écoles, loin des entreprises, constitue une politique néfaste pour le marché du travail.

Notre point de vue est clair : les compétences acquises lors de l'apprentissage doivent permettre aux jeunes diplômés de travailler d'une manière autonome dans le métier qu'ils ont appris. L'apprentissage est en premier lieu une préparation à un travail, dont la responsabilité principale incombe aux entreprises et, en second lieu seulement, un enseignement scolaire.

La réponse à la deuxième question peut être trouvée dans l'orientation scolaire.

En effet, la façon d'orienter les élèves vers l'artisanat se fait presque essentiellement sur base des notes en mathématiques et en langues. En caricaturant, on pourrait dire que si un élève est nul en mathématiques ou en français, il sera un bon boulanger !

Cette méthode d'orientation est bien sûr inappropriée et tous en conviennent. Or, lors de la dernière réforme, cette méthode n'a pas été remise en cause de manière suffisamment profonde. En effet, il aurait fallu réinventer tout le système de l'orientation scolaire afin de donner la possibilité aux jeunes de prendre leur décision sur leur cursus scolaire en pleine connaissance de cause, c.à.d. en ayant une idée claire sur les débouchés professionnels de leurs cursus respectifs.

Une telle orientation doit commencer à l'école fondamentale où il faut donner aux enfants une introduction

au monde du travail en leur montrant les bases des métiers et des professions. Ceci pourrait se faire par le biais de récits, de visites et de jeux, où les enfants pourraient voir, entendre, toucher, et même goûter et sentir, bref expérimenter en utilisant leurs cinq sens.

Au lycée classique et général, en classes de 7<sup>ème</sup>, 6<sup>ème</sup> et 5<sup>ème</sup>, l'orientation doit être une matière principale pour les élèves. Il faut informer les jeunes sur les possibilités que le marché du travail leur offre en proposant des stages en entreprise ou des visites dans tous les secteurs de l'économie luxembourgeoise.

Un tel système d'orientation, authentique, réfléchi et systématique est la conditio sine qua non pour récupérer davantage d'élèves et des élèves mieux informés et pré-qualifiés dans les parcours de formation professionnelle.

Est-ce que le MENEJ a la même vue sur l'orientation ? Est-ce que pour le MENEJ, la formation professionnelle et l'apprentissage sont une réelle alternative qu'ils veulent proposer aux jeunes ? Après l'analyse des réformes des dernières années, la réponse à ces questions est malheureusement clairement négative.

En modifiant le nom du « lycée technique » en « lycée général », le MENEJ révèle son attitude négative envers la formation professionnelle technique. Aussi dévalorise-t-il le parcours de l'apprentissage à une solution de formation destinée aux élèves à niveau de pré-qualification bas. En développant des diplômes supplémentaires de technicien ou de BTS, il dévalorise les diplômes existants, tels le DAP ou le brevet de maîtrise. En essayant de forcer une ouverture à une formation académique pour de jeunes détenteurs de diplômes de technicien ou de BTS, il enlève automatiquement à l'artisanat ces jeunes gens talentueux, motivés et travailleurs. Pour

un jeune muni d'un DAP ou d'un brevet de maîtrise, un travail dans l'artisanat n'est pas une punition mais une réelle opportunité de montrer ses talents et de faire carrière dans un des secteurs piliers de l'économie luxembourgeoise.

De toutes ces péripéties, nous tirons la conclusion que le monde de l'éducation nationale et le monde du travail n'ont plus aucun lien et, il faut oser le dire, l'artisanat a perdu sa place dans beaucoup de lycées !

L'analyse de cette situation nous a donc amenés à demander dans nos propositions aux partis politiques en vue des élections nationales de 2018 de transférer la responsabilité de la formation professionnelle du Ministère de l'Education nationale au Ministère du Travail. Il faut que la formation professionnelle retourne à sa vocation première : former des jeunes à une profession, un métier. Nous avons l'impression que notre avis est partagé par de nombreux politiciens et nous sommes confiants que notre proposition trouvera sa place dans les programmes électoraux de quelques partis politiques.



Michel Reckinger

Président de la Fédération des Artisans

T +352 42 45 11 - 28 | E info@fda.lu | I www.fda.lu



# besenius

Portails et Clôtures

1 Zone Industrielle L-9166 Mertzig • T 88 81 10 - 1 • besenius.lu



Serrures et sécurité

Atelier de ferronnerie



# DIE BERUFSAUSBILDUNG IN DER SACKGASSE: FESTSTELLUNG UND LÖSUNGSVORSCHLÄGE

**In einem Punkt sind sich alle Akteure, die an der Berufsausbildung beteiligt sind, einig: Das aktuelle System erlaubt es nicht ausreichend junge Menschen auf ein zufriedenstellendes Qualifikationsniveau zu bringen. Das Resultat ist, dass das Handwerk unter einem erheblichen Fachkräftemangel leidet. Obwohl dieses Problem seit langem bekannt ist, verschlechtert sich die Situation von einem Jahr zum nächsten.**

Angesichts dieser Feststellung müssen sich sowohl das Handwerk als auch der Gesetzgeber positionieren. Welche Ausrichtung muss man der handwerklichen Grundausbildung geben, damit sie sowohl dem Fachkräftemangel der Unternehmen als auch den Karriereperspektiven junger Menschen gerecht wird. Bekennt man sich zum „Modell Handwerk“ mit seiner dualen Ausbildung, in der die Unternehmen eine tragende Rolle spielen sowie zum „Königsweg“: DAP, Meisterbrief, berufliche Eigenständigkeit oder übernimmt die Schule die Kontrolle und damit auch die Verantwortung um Ausbildungskonzepte zu konzipieren und umzusetzen, welche die Schüler auf eine Karriere in einem Handwerksunternehmen vorbereiten?

Auf zwei zentrale Fragen, müssen adäquate Antworten gefunden werden. Erstens: Warum scheitern so viele Kandidaten, die eine Gesellenausbildung begonnen haben, indem sie diese z.B. schon frühzeitig abbrechen? Zweitens: Warum gibt es nicht mehr motivierte Kandidaten, die bewusst den Weg der Berufsausbildung einschlagen?

Was die erste Fragestellung betrifft ist die Situation je Ausbildungsberuf natürlich unterschiedlich. Die generelle Grundaussage ist jedoch flächendeckend die Gleiche: Die Anforderungen, die im Rahmen der Gesellenausbildung gestellt werden, übersteigen oft das Kompetenzniveau der Kandidaten. Eine „Lösung“ dieses Problems könnte natürlich in einer Absenkung der Anforderungen bestehen, wie es bereits heute in anderen Sparten des Bildungssystems gehandhabt wird, um dem schulischen Misserfolg entgegen zu treten. Tatsächlich würden dann mehr junge Menschen ihre Berufsausbildung „erfolgreich“ abschließen können.

In der Praxis ist eine Absenkung der Anforderungen jedoch keine gangbare Alternative, da die Berufsausbildung dem konkreten Erlernen eines Berufes gewidmet ist, den man in seinen verschiedenen Facetten beherrschen muss. Die tägliche Auseinandersetzung mit realen Kunden lässt in diesem Zusammenhang nur wenig Spielraum für Fehler.

Die Unternehmer, die in den „groupes curriculaires“ an der Ausarbeitung der Lehrpläne beteiligt sind, kennen die berufsspezifischen Kompetenzanforderungen und sind so

die Garanten für eine qualitativ hochwertige Gesellenausbildung. In der Praxis scheitern sie jedoch mit ihren Vorschlägen zu oft an den Vertretern des Bildungsministeriums, die im Rahmen der Berufsausbildung vorzugsweise einen reinen „schulischen“ Ansatz verfolgen. Die Folge ist, dass die duale Ausbildung, wo Schule und Unternehmen gemeinsam junge Menschen auf einen Beruf vorbereiten sollten, langsam aber sicher ausgehöhlt wird. Es könnte sogar der Verdacht entstehen, dass das Ministerium die Berufsausbildung exklusiv in der Schule organisieren möchte, und darum die Vertreter aus den Unternehmen bewusst entmutigt, um sie schließlich ganz aus gemeinsamen Gremien hinauszudrängen.

Die allgemeine Praxis, die jungen Menschen so lange wie möglich in der Schule und damit weit weg von den Unternehmen zu halten ist fatal für den Arbeitsmarkt.

Unser Standpunkt ist klar: Die während der Ausbildung erworbenen Kompetenzen müssen es den Berufsanfängern ermöglichen eigenständig in ihrem erlernten Beruf arbeiten zu können. Die Ausbildung ist vorrangig eine Vorbereitung auf eine Tätigkeit, bei der die Hauptverantwortung bei den jeweiligen Unternehmen liegt und die schulische Ausbildung kommt an zweiter Stelle.

Eine Antwort auf die zweite Frage bezüglich des mangelnden Interesses junger Menschen an der Berufsausbildung ist wenigstens teilweise bei der schulischen Orientierung zu suchen.

Tatsächlich findet eine Orientierung der Schüler in Richtung Handwerk vor allem aufgrund schlechter Noten in den Fächern Mathematik und Französisch statt. Überspitzt formuliert könnte man meinen, dass fehlende Mathematik- und Sprachenkenntnisse die Grundvoraussetzung sind, um z.B. ein guter Bäcker zu werden!

Diese Art der Orientierung ist natürlich komplett unangebracht. Auch darin sind sich alle Beteiligten einig. Im Rahmen der jüngsten Reform wurde diese Praxis jedoch nicht grundlegend infrage gestellt. Tatsächlich hätte man in dem Fall die gesamte schulische Orientierung so organisieren müssen, dass die jungen Menschen eine „aufgeklärte“

Entscheidung über ihren künftigen schulischen Werdegang treffen könnten, inklusive über die Karrieremöglichkeiten, die die jeweiligen Berufe bieten.

Eine solche Orientierung müsste zwangsläufig in der Grundschule beginnen, wo den Kindern eine Einführung in die Berufswelt samt Basisinformationen zu den verschiedenen Berufen und Sektoren vermittelt werden müsste. Dies könnte spielerisch und in Zusammenarbeit mit den Unternehmen organisiert werden, wo Kinder mit ihren fünf Sinnen erfahren und erfassen könnten, was die verschiedenen Berufe auszeichnet.

In den 7eme, 6eme, 5eme-Klassen des „Lycée classique et général“ müsste die Berufsorientierung als Fach in den regulären Lehrplan aufgenommen werden. Man muss die jungen Menschen über den luxemburgischen Arbeitsmarkt informieren und ihnen Besichtigungen und Lehrgänge in allen Wirtschaftssektoren anbieten.

Ein solches Orientierungssystem ist die Voraussetzung für eine bewusstere Berufswahl, was automatisch dazu führen würde, dass mehr und besser vorqualifizierte junge Menschen sich für eine berufliche Ausbildung entscheiden.

Teilt das Bildungsministerium diese Sicht auf die schulische Orientierung? Ist die Berufsausbildung und die handwerkliche Lehre eine Alternative, die man den jungen Menschen von staatlicher Seite aktiv anbieten möchte? Nimmt man die entsprechenden Reformen in diesem Bereich als Maßstab muss man diese Fragen leider verneinen.

Durch die Änderung des Namens „lycée technique“ zu „lycée général“ hat das Bildungsministerium seine Vorbehalte gegenüber der technischen Berufsausbildung sozusagen bestätigt. Gleichzeitig wird die Lehre als Ausbildungsgang abgewertet, der den schwächsten und gering vorqualifizierten Schülern vorbehalten wird. Indem das Ministerium ständig zusätzliche Techniker- und BTS-Angebote entwickelt, werden die klassischen Handwerksdiplome DAP und Meisterbrief ebenfalls herabgestuft. Da man technischen Profilen unbedingt den Zugang zu

akademischen Weihen sichern möchte, verliert das Handwerk jedes Jahr talentierte und motivierte junge Menschen, die in unseren Unternehmen Karriere machen könnten.

Für einen Jugendlichen mit einem DAP-Abschluss oder einem Meisterbrief ist ein Arbeitsplatz im Handwerk keine Strafe, sondern eine echte Chance seine Talente unter Beweis zu stellen und in einem Bereich Karriere zu machen, der zu den Grundpfeilern der luxemburgischen Wirtschaft zählt.

Nach allen Bemühungen kommen wir zur Schlussfolgerung, dass die Schule und die Arbeitswelt keine gemeinsame Grundlage mehr haben und - das sollte ruhig gesagt werden - das Handwerk hat seinen Platz in vielen Lyzeen verloren!

Diese Tatsache hat uns auch dazu bewogen den Parteien am Vorabend der nächsten Legislativwahlen den Vorschlag zu machen, dass die Berufsausbildung künftig im Beschäftigungsministerium anstatt im Bildungsministerium angesiedelt sein soll. Die Berufsausbildung muss wieder ihrer eigentlichen Bestimmung gerecht werden: Jungen Menschen einen Beruf beibringen.

Die Berufsausbildung muss zu ihrer Hauptaufgabe zurückkehren: Die Jugendlichen in einen Beruf, ein Handwerk, einzuarbeiten. In unseren Gesprächen haben wir den Eindruck gewonnen, dass viele Politiker unsere Einschätzung teilen. Wir sind dementsprechend zuversichtlich, dass dieser Vorschlag von so mancher Partei aufgegriffen wird und Eingang in ihre Wahlprogramme findet.



Michel Reckinger

Präsident der Fédération des Artisans

T +352 42 45 11 - 28 | E info@fda.lu | I www.fda.lu



PARTENAIRES SOCIAUX SA



## Solutions Informatiques de gestion des ressources humaines

Salaires - Pointage des heures - gestion des congés  
Suivi des Formations - Statistiques de l'absentéisme  
Elaboration des coûts de main d'œuvre.  
Suivi du recrutement - Suivi de l'évaluation

Formation initiale de Sauveteur Secouriste du Travail

Depuis plus de 17 ans au Luxembourg, plus de 500 clients installés

[www.partenaires.lu](http://www.partenaires.lu)

Tél : 26 44 78 51 - [commercial@partenaires.lu](mailto:commercial@partenaires.lu)



KeyPaye ©



KeyPointage



KeyCongés



KeyFormation



KeyRecrutement



KeyEvaluation



KeyDocument